



**Mémoire Politique jeunesse 2015-2030**

Déposé à la commission parlementaire dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle  
politique jeunesse

Réalisé en collaboration avec le ROCAJQ

Juillet 2015

Crédits :

Rédaction : Réginald Guay, Denitsa Hristova et Azadeh Lessard

Contenu : Danielle Goulet et Réginald Guay

Mise en page : Denitsa Hristova

Correction : Isabelle Nolin

# Présentation de l'organisme



Macadam Sud est un organisme sans but lucratif qui œuvre afin de contribuer d'une façon significative à l'amélioration des conditions de vie des personnes, principalement des 12-35 ans, en leur offrant de l'information et une formation qui répond à leurs besoins, un accompagnement et un soutien dans les milieux de vie dans lesquels ils évoluent ainsi qu'une expertise en intervention psychosociale.

## **Notre mission :**

Veillant à ce qu'ils bénéficient de conditions optimales pour leur développement, pour leur bien-être et pour leur épanouissement, Macadam Sud a pour mission de soutenir et d'outiller les jeunes de 12-35 ans afin qu'ils s'engagent à améliorer leurs conditions de vie, dans **le respect et la dignité** humaine.

## **Nos objectifs :**

- Réduire l'incidence des difficultés aiguës à l'adolescence;
- Favoriser l'intégration des jeunes dans la communauté;
- Apporter un soutien au réseau naturel des jeunes;
- Permettre l'hébergement d'urgence de jeunes en difficulté;
- Rendre accessibles les ressources communautaires et institutionnelles;
- Initier les jeunes au fonctionnement démocratique d'une association, à l'organisation collective du travail et à la gestion coopérative;
- Développer la concertation des organisations avec les intervenants et intervenantes;

- Offrir des alternatives à la consommation de drogues et d'alcool, au suicide, à la délinquance, au décrochage, etc.;
- Intervenir auprès des personnes, en priorisant essentiellement la pratique de travail de rue;
- Faire un bilan biopsychosociologique des jeunes rejoints.

#### **Territoires desservis :**

- Territoires primaires : l'ensemble des quartiers du Grand Longueuil et des villes limitrophes.
- Territoires secondaires : l'ensemble de la Montérégie.

#### **Groupes visés :**

Les adolescentes et les adolescents ainsi que les jeunes adultes, notamment ceux et celles qui se retrouvent en marge de l'école, de la famille, du marché du travail et qui ne recourent pas aux ressources communautaires et institutionnelles ou qui ignorent leur existence. Les itinérants, les utilisateurs de drogues injectables ainsi que les enfants et familles en difficulté sont principalement ciblés.

## Mise en contexte :



La politique jeunesse datant de 2001 est rendue à son échéance et ne répond plus aux réalités d'aujourd'hui. Les deux derniers gouvernements ont pris l'engagement de la mettre à jour afin qu'elle réponde mieux aux défis et aux enjeux des quinze prochaines années. Désirant prendre part à la consultation, le Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec (ROCAJQ) a offert un soutien à notre organisme dans la rédaction de ce mémoire.

C'est surtout le désir de refléter les besoins et la réalité des jeunes que nous accompagnons au quotidien qui nous a incité à limiter notre analyse à l'axe « Les saines habitudes de vie » et, plus particulièrement, à l'aspect des comportements à risque. Dans les pages qui suivent, vous pourrez prendre connaissance des principaux défis que doivent relever les jeunes qui fréquentent notre organisation pendant leur passage à la vie adulte. Les constats et les recommandations que nous ferons dans cette présentation sont issus d'un contexte local, mais force est de constater que, dans l'ensemble, les besoins et les réalités de ces jeunes se rejoignent un peu partout au Québec et chez les peuples autochtones.

Les organismes communautaires autonomes jeunesse (OCAJ), dont nous faisons partie, forment un vaste réseau d'accompagnement et de soutien pour les jeunes de 0 à 35 ans. Créés à l'initiative des membres de la communauté, ils reflètent la capacité de mobilisation du tissu social. Ils trouvent leur légitimité première dans la société civile, ses réseaux d'appartenance et de solidarité. En raison de leur enracinement dans la communauté et de leur identification à celle-ci, les OCAJ font preuve de polyvalence pour s'adapter aux besoins des jeunes. Avec le temps, ils ont développé des modes d'intervention novateurs, exempts de jugements et souvent directement ancrés dans le milieu de vie. Ceci permet de rejoindre les plus vulnérables et ceux qui ne font pas spontanément appel au réseau public.

Notre organisme a décidé de prendre part à la consultation et de produire ce mémoire dans le but d'exposer des principes et des recommandations qui représentent, selon nous, les besoins et les réalités des jeunes qui sont souvent oubliés ou dans l'ombre. Le contenu vise à amener le gouvernement à mieux comprendre la réalité de ces jeunes et à ajuster ses politiques afin que chaque jeune québécois, peu importe son statut social et son origine ethnique, se sente interpellé et inclus dans notre société. Tout comme le ROCAJQ, dont nous sommes fièrement membres, nous sommes d'avis que les institutions publiques, gouvernementales, organismes communautaires et la population doivent collaborer afin d'assurer à la jeunesse un meilleur avenir et une réelle participation citoyenne.



En collaboration avec le



Axe : Les saines habitudes de vie (les comportements à risque)

Constats et recommandations :

Lorsqu'il prend en compte les propositions du gouvernement actuel énoncées dans son document « *Ensemble pour les générations futures* », plus précisément dans l'axe des saines habitudes de vie (les comportements à risque), un organisme comme le nôtre, qui travaille régulièrement avec des jeunes adoptant ce type de comportement, constate l'absence de véritables pistes de solution. Quand on nous demande d'identifier les comportements à risque que la prochaine Politique jeunesse devrait encourager à ne plus adopter en priorité, nous répondons qu'un terme doit être mis à toutes les conduites périlleuses. Pour ce faire, il faut proposer des solutions crédibles, qui ne peuvent être envisagées que si un financement approprié les accompagne.

Au sujet des priorités d'intervention déterminées par le gouvernement, nous estimons que l'énoncé de problématiques et la mise en place de solutions à ces problématiques sont deux aspects très différents. Nous sommes d'avis qu'il faut aller beaucoup plus en profondeur et en amont des problèmes pour trouver des solutions pour ces jeunes à risque. Tout d'abord, parce que ce sont toujours eux qui sont laissés pour compte par les différents gouvernements qui préfèrent s'occuper des « beaux jeunes » comme on dit dans notre milieu. En second lieu, parce que ce ne sont pas ceux qui seront les plus payants pour la société de demain. On oublie trop souvent que ce sont ces mêmes jeunes qui, plus tard, coûteront le plus cher à la société en raison des mesures d'aide auxquelles ils ont recours, qu'il s'agisse de l'aide sociale, de prescriptions de médicaments, de participation à des thérapies ou à des cures en désintoxication, etc. Pour nous à Macadam Sud, c'est surtout parce que ce sont eux que nous côtoyons, que nous aidons quotidiennement et qui nous intéressent; c'est aussi pour eux que nous présentons ce mémoire.

Notre expérience avec les jeunes depuis 32 ans nous confirme l'importance et l'efficacité de la promotion de saines habitudes de vie (souvent dans le cadre de réduction des méfaits) pour prévenir les comportements à risque. Mais, pour que la

prévention porte ses fruits, il faut y mettre le prix; il ne suffit pas que de prononcer de beaux discours brodés de vœux pieux. D'une part, les campagnes de prévention devraient être mises en place sur une base régulière, et non pas simplement pendant un mois ou deux comme on le voit souvent. À l'instar des campagnes d'Éduc-alcool, de la SAAQ ou portant sur le tabagisme, l'établissement à long terme d'un message promouvant des habitudes favorables à une vie équilibrée doit être envisagé. D'autre part, des mesures originales, liées tant au domaine de la culture qu'à celui des sports, devraient être offertes **gratuitement** en milieu parascolaire. Dans le même ordre d'idées, des infrastructures adéquates pour la pratique du sport ou pour la mise sur pied d'activités culturelles favoriseraient une occupation constructive, intéressante et structurante des temps libre des jeunes. Finalement, le financement suffisant des organismes communautaires jeunesse leur confèrerait la possibilité de disposer d'infrastructures qui leur octroierait le pouvoir donner un bon nombre d'ateliers de théâtre, de musique, de peinture, de littérature, de cuisine. La pratique de ces activités et de différents sports ou arts martiaux pourrait s'effectuer conjointement avec une intervention qui prendrait la forme de discours de prévention et de sensibilisation, mais qui laisserait place à l'écoute et à la compréhension.

De plus, pour intéresser les jeunes et pour les impliquer dans la planification de leur propre avenir, il faut les persuader qu'il est possible pour eux d'avoir un avenir. Le problème actuel, c'est que beaucoup de jeunes ne croient plus en cet avenir, parce qu'ils ne disposent pas des moyens d'y croire. Il faut leur redonner confiance en la vie, or les exemples récents, étalés au grand public dans une certaine commission d'enquête, viennent miner le peu de confiance qu'ils pourraient avoir dans nos grandes institutions privées comme publiques.

Également, quand nous parlons de jeunes à risque, nous parlons majoritairement de jeunes en provenance de milieux défavorisés, donc de familles disloquées ou monoparentales, vivant souvent uniquement de l'assistance publique ou sous le seuil de la pauvreté, avec un salaire insuffisant pour faire vivre une famille honorablement. Il

n'est donc pas surprenant que beaucoup de jeunes moins bien nantis, n'ayant pas les ressources monétaires nécessaires pour faire des choix judicieux en fonction de leurs aspirations (quand il leur en reste), se tournent vers la consommation ou adhèrent à des gangs criminalisées pour pallier la déception d'une vie qui ne leur laisse entrevoir aucune issue positive.

De surcroît, force est d'admettre que nous n'apprenons pas tous de la même façon et le cadre de notre système d'éducation ne fonctionne pas pour tous ou, devrais-je dire, que tous n'arrivent pas à s'adapter à ce cadre. Il faudrait donc plus d'écoles alternatives comme les écoles de la rue par exemple, qui acceptent des jeunes en tout temps, indépendamment du niveau scolaire qu'ils ont atteint, ce qui conviendrait mieux à leurs besoins et à leurs réalités. Il en va de même pour leur place au sein de la société. Il faut ériger des structures assurant que les individus, et particulièrement, les jeunes, ne se retrouvent dans une situation où ils envisageraient ne plus pouvoir occuper d'espace en société.

D'ailleurs, ces pensées négatives ont tendance à fructifier de façon insidieuse et sur une période qui englobe le primaire et le secondaire. En effet, en raison des situations de violence présentes parfois à la maison, du taxage et de l'intimidation vécus de la fin du primaire au début du secondaire, l'enfant commence à accumuler de la frustration et de l'agressivité qui le porteront à reproduire ces comportements malsains à l'adolescence et à l'âge adulte. À partir de là naissent la rébellion, la délinquance et le rejet d'une société qui ne l'a jamais entendu ni protégé. Il décroche d'abord de l'école et souvent aussi de la famille et se retrouve très rapidement dans la rue, à la merci de tous les profiteurs, les recruteurs et les criminels prêts à lui faire miroiter une vie meilleure. Le sentiment d'appartenance, qu'il n'a jamais véritablement ressenti envers sa famille ou envers l'école, lui apparaît soudain accessible, et ce, envers un gang qui semble l'accepter et lui donner de l'importance.

Malheureusement, la détresse ou le désespoir du jeune qui ne trouve pas sa place dans notre belle société, peut se traduire par une perte de motivation totale et engendrer

une dépression et des maladies mentales et, parfois, même aller jusqu'au suicide. Nous accueillons ce type de jeunes régulièrement...

Nous comprenons que seule une faible proportion des jeunes vivent ces situations, mais pour nous, ce sont les jeunes avec qui nous travaillons et les gouvernements savent très bien que ce sont quand même eux qui, plus tard, coûteront le plus cher à la société. Ce n'est donc pas parce qu'ils sont différents que nous devons les laisser pour compte, au contraire, il en va de notre devoir de les encadrer différemment et, sur ce, l'état n'a pas le choix. Il doit prendre sa responsabilité dans ce dossier et apprendre à agir en amont du problème.

À ce propos, agir en amont du problème signifie de faire de la prévention, ce qui peut se traduire par différentes approches. Tout d'abord, il s'agit de faire en sorte que les jeunes ne se retrouvent pas seuls à chercher une issue à leur problématique. Pour cela, il faut allouer suffisamment de ressources à l'observation et à l'écoute active afin de dépister de façon précoce les cas les plus évidents. En second lieu, il faut être en mesure de proposer un éventail de solutions pour lesquelles il reste énormément de travail à accomplir. En premier lieu, l'élimination du taxage et de l'intimidation à l'école (en passant, nous saluons les efforts actuels du gouvernement en ce sens) serait à envisager. En second lieu, ainsi que nous l'avons déjà mentionné précédemment, il faut pouvoir offrir des activités artistiques et sportives au parascolaire, accessibles à tous et gratuites pour les élèves de familles défavorisées afin de les inciter à rester à l'école et à y retrouver un lieu d'émancipation, de socialisation et d'éducation indispensable aux relations humaines équilibrées.

Évidemment, il est extrêmement important d'agir en amont par la prévention et par la promotion de saines habitudes de vie, mais il faut aussi répondre aux besoins actuels et à la réalité quotidienne : le manque d'hébergement pour les jeunes, d'appartements supervisés, de ressources en santé mentale et de travail pour les jeunes non qualifiés, de même que la difficulté à s'inscrire à l'aide sociale et à obtenir les cartes d'identité

nécessaires (assurance maladie, assurance sociale) sont autant de difficultés auxquelles il faut pallier.

Finalement, nous aimerions faire remarquer que les jeunes ne quittent généralement pas l'école parce qu'ils n'excellent en mathématiques ou en français. Non, ils désertent l'école à cause de multiples facteurs qui provoquent leur exclusion et parmi lesquels on compte, certes, l'intimidation et le rejet, or, un des facteurs les plus présents demeure la pauvreté. Il n'y a rien d'étonnant au fait qu'une personne qui naît et qui grandit dans la pauvreté soit dépourvue d'estime personnelle et de confiance en soi. Alors, commençons par éliminer la pauvreté et nous aurons probablement un terrain beaucoup plus fertile pour amener les générations futures vers leur réussite sociale et éducative, citoyenne et surtout humaine.

En résumé, comme il est mentionné et constaté dans toutes les recherches sur la délinquance, les facteurs de risque sont inversement proportionnels aux facteurs de protection. Ainsi, une personne qui vit et évolue depuis son enfance dans une famille pauvre, tant au plan intellectuel que matériel, et que ses modèles les plus près projettent violence et frustration, le danger qu'elle adopte des comportements à risque est plus important que si elle appartient à une famille aimante et équilibrée, sans véritables soucis financiers ou matériels.

Beaucoup de travail doit se faire auprès des jeunes prioritairement, mais pour arriver à de véritables résultats positifs concernant l'adoption de saines habitudes de vie et l'abandon des comportements à risque, le gouvernement devra s'attaquer à une problématique de base : l'élimination de la pauvreté.

*Conséquemment, notre organisme aimerait émettre les recommandations suivantes :*

- ✚ Investir dans la prévention;
- ✚ Organiser des campagnes de sensibilisation sur une base régulière sur les médias sociaux et à la télévision, au sujet des effets nocifs d'une consommation abusive d'alcool et de drogues;
- ✚ Organiser des campagnes de sensibilisation du même type dans les écoles;
- ✚ Débloquer des budgets pour permettre plus d'intervenants psychosociaux dans les écoles;
- ✚ Offrir plus d'activités parascolaires;
- ✚ Rendre les activités parascolaires accessibles à tous et à toutes gratuitement;
- ✚ Inclure, dans la politique Jeunesse, une obligation pour les municipalités d'investir encore plus dans les infrastructures sportives et culturelles;
- ✚ Augmenter le nombre d'écoles de la rue ou d'écoles alternatives permettant aux jeunes de terminer leur secondaire ou d'obtenir leurs équivalences pour un DEP ou pour d'autres formations;
- ✚ Faciliter l'accès aux jeunes en difficulté et dans la rue à l'aide sociale;
- ✚ Faciliter l'obtention de cartes d'identité (assurance maladie, assurance sociale);
- ✚ Financer adéquatement les organismes communautaires jeunesse afin qu'ils puissent offrir des ateliers de toutes sortes aux jeunes de la rue;
- ✚ Augmenter le nombre de travailleurs et de travailleuses de rue afin qu'ils puissent aller au devant des jeunes dans leurs milieux de vie et dépister de façon précoce les problématiques;
- ✚ Financer adéquatement les centres de jour qui viennent en aide aux jeunes de passage ou aux jeunes qui ont besoin de soutien et d'accompagnement dans leurs démarches;
- ✚ Assouplir les critères d'admission aux différents programmes d'employabilité;
- ✚ Adopter un projet de société visant l'élimination de la pauvreté.

## Conclusion



Macadam Sud est un organisme sans but lucratif, qui œuvre afin de contribuer d'une façon significative à l'amélioration des conditions de vie des personnes, principalement des 12-35 ans, en leur offrant de l'information et une formation qui répond à leurs besoins, un accompagnement et un soutien dans les milieux de vie dans lesquels ils évoluent et une expertise en intervention psychosociale.

Notre organisme poursuit sa mission et croit fermement en la capacité de la jeunesse d'aujourd'hui, mais nous ne sommes pas très optimistes quant au futur des jeunes au parcours de vie différencié. Nous pensons aussi que la future politique jeunesse du gouvernement ne cadre pas avec les besoins et la réalité des jeunes en difficulté. Nous constatons que cette politique ne cible que les jeunes aux parcours sans embûches et que, malgré la section portant sur les comportements à risques contenue dans l'axe des saines habitudes de vie, il y a peu ou pas de mesures concrètes et accessibles proposées pour venir en aide à ces jeunes. Par conséquent, nous croyons que l'État québécois devrait adapter ses programmes, ses services et son budget en fonction d'une aide réelle à ceux qui ne cadrent pas dans le système actuel, mais qui peuvent, si on leur en donne l'occasion, devenir des citoyens productifs, apportant leur contribution à la communauté et à la société québécoise en général.

Nous proposons dans ce mémoire un certain nombre de recommandations afin d'enrichir la nouvelle politique jeunesse. Nous croyons fermement qu'il est à l'avantage de la société québécoise d'adopter ces mesures.